

Présentation au Comité permanent des finances

Projet de loi C-38

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget.

Le 29 mai 2012

Par

Claude Poirier au nom de la coalition des Professionnels au service des Canadiens regroupant les syndicats suivants :

L'Association canadienne des agents financiers

L'Association canadienne des employés professionnels

L'Association des juristes de justice

L'Association des pilotes fédéraux du Canada

L'Association professionnelle des agents du Service extérieur

L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada



ACEP

**100, rue Queen, 4^e étage
Ottawa, ON K1P1J9**

Comparaissant au nom de la coalition des six syndicats :

Claude Poirier, président

Association canadienne des employés professionnels

100, rue Queen, 4^e étage

Ottawa, ON K1P1J9

Téléphone : 613-236-9181

Courriel : cpoirier@acep-cape.ca

Observateur:

Timothy Edwards

Président

L'Association professionnelle des agents du service extérieur

412-47, rue Clarence, Ottawa, Ontario K1N 9K1

Téléphone : 613-943-7497

Courriel : timothy.edwards@international.gc.ca

PRÉSENTATION

Observations préliminaires

La coalition des Professionnels au service des Canadiens regroupe six syndicats représentant plus de 75 000 professionnels du gouvernement fédéral. Ce sont : l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP), l'Association canadienne des agents financiers (ACAF), l'Association des juristes de justice (AJJ), l'Association des pilotes fédéraux du Canada (APFC), l'Association professionnelle des agents du Service extérieur (APASE) et l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada (IPFPC).

L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.

L'Association canadienne des agents financiers (ACAF) représente plus de 4 600 professionnels des finances de la fonction publique fédérale et de NAV CANADA. L'Association est responsable de la négociation collective des employés du groupe FI. Elle joue également le rôle d'une association professionnelle pour ces mêmes employés et leur offre des occasions de réseautage, fait la promotion du perfectionnement professionnel et sert de porte-parole sur des questions stratégiques.

L'Association des juristes de justice (AJJ) est l'agent négociateur d'environ 2 700 avocats employés par le Gouvernement du Canada et qui travaillent pour le Ministère de la Justice et le Service des poursuites pénales du Canada. Ils fournissent également des services juridiques à différentes agences fédérales, tribunaux et cours de justice à travers le pays.

L'Association des pilotes fédéraux du Canada (APFC) est l'agent négociateur qui représente environ 450 pilotes professionnels dont les activités comprennent les inspections de l'aviation par le gouvernement fédéral, les tests en vol de pilotes, la délivrance des licences, l'application de la réglementation, la certification des exploitants, les enquêtes sur les accidents d'aéronefs, l'analyse et la promotion de la sécurité, et la conception, la surveillance et la réglementation du système de navigation aérienne. Les membres de l'APFC sont employés par Transports Canada (y compris les pilotes de la Garde côtière canadienne) et le Bureau de la sécurité des transports.

L'Association professionnelle des agents du Service extérieur (APASE) est l'agent négociateur du Service extérieur du Canada et représente 1 800 agents du service extérieur et retraités. En plus de négocier la convention collective du groupe PS, l'Association a le mandat de protéger le statut et les normes du service extérieur et de promouvoir le fonctionnement efficace corps diplomatique canadien.

L'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada (IPFPC) compte plus de 57 000 membres, et est le plus grand syndicat au Canada représentant les scientifiques et professionnels œuvrant au sein de la fonction publique fédérale et de certaines administrations provinciales et territoriales.

Nous désirons remercier les membres du Comité d'avoir accepté notre demande de comparaître devant ce comité afin d'entendre nos préoccupations quant à l'adoption de nombreuses mesures contenues dans le projet de loi C-38, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures*.

COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

Quelques chiffres pour commencer

Jusqu'ici, 3 291 des quelque 13 000 membres de l'ACEP du groupe EC ont reçu une lettre qui indique qu'ils sont touchés par les mesures de compressions budgétaires. La très grande majorité devra donc faire partie du processus de maintien en poste ou décider d'opter pour un départ de la fonction publique.

À Statistique Canada, sur les 2 400 membres de l'ACEP du groupe EC, 1 293 ont reçu une lettre d'employé touché et 322 savent déjà que leur poste sera aboli. C'est donc deux économistes ou analystes sur trois travaillant pour Statistique Canada qui sont touchés par les mesures de compressions budgétaires.

Au 30 avril, 95 avocats fédéraux travaillant pour le Ministère de la Justice ont reçu des avis d'employés touchés dans le cadre de la Directive sur le réaménagement des effectifs (DRE). Ces membres de l'AJJ travaillent pour le portefeuille des Affaires autochtones, à la Direction des services juridiques, au Secteur de la gestion et pour le portefeuille du Droit des affaires et du Droit réglementaire.

À l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, 2 949 des membres employés dans les ministères et agences du gouvernement fédéral avaient reçu

une lettre les avisant que leur poste est touché à la suite du dépôt du budget fédéral. Parmi les ministères et agences les plus touchés, notons l'Agence canadienne d'inspection des aliments avec 349 employés touchés, la Défense nationale avec 384 et Statistique Canada avec 455.

Les membres de l'APFC n'ont pas reçu un nombre important de lettres les avisant que leurs postes sont touchés. Par contre, le budget a eu un impact important sur les membres de l'APFC, car les budgets opérationnels ont subi de fortes coupes – une réduction de 62 millions de dollars à Transports Canada signifie, entre autres choses, que l'organisation est incapable de doter certains postes, parce que les crédits salariaux servent à financer les opérations. Le financement du programme de surveillance présente également d'importants défis. En outre, la réduction des ressources d'aéronefs du ministère, notamment par la vente d'aéronefs et la fermeture de la Base des services des aéronefs d'Edmonton, aura un impact direct et négatif sur la prestation du programme.

Toutes les personnes qui travaillent dans la fonction publique savent que derrière ces données brutes se cache une réalité quotidienne implacable : tous ces employés, embauchés après un processus de sélection rigoureux où ils ont dû démontrer leurs qualifications, leur expertise et leurs compétences, doivent recommencer le tout et entrer en compétition avec celles et ceux qu'ils côtoient depuis des mois ou des années.

On comprendrait l'urgence de procéder à des réductions de personnel si la situation budgétaire du Canada était catastrophique, mais de nombreux économistes, et les données récentes provenant du gouvernement même, indiquent que le déficit se résorbera rapidement par l'entrée de nouvelles recettes. La plupart de ces compressions ne tiennent pas la route sur le plan économique, mais ne sont effectuées que pour des raisons idéologiques.

Contrairement aux affirmations du gouvernement que le budget 2012 ne vise que les « services d'appui », la majorité des compressions vont affecter de façon inévitable les services directs aux Canadiens, menacer leur prospérité économique et leur sécurité. À titre d'exemple, alors qu'on nous dit que le gouvernement fait du développement des entreprises canadiennes à l'étranger une priorité, il a fermé sept des 12 bureaux régionaux situés au Canada et qui aident les entreprises locales à s'attaquer aux marchés internationaux. Ce ne sont pas des « services d'appui » : ce sont des services de première ligne qui créent une valeur économique pour le Canada.

Et si seulement on pouvait penser que créer des chômeurs de plus dans la fonction publique est la seule façon de relancer l'économie, on pourrait appuyer

le gouvernement. Mais, depuis le dépôt du budget, plusieurs économistes ou organisations comme l'ACEP ont prédit que les compressions dans le secteur public vont entraîner des pertes d'emploi importantes dans le secteur privé.

Le 3 avril dernier, l'ACEP dévoilait que l'analyse d'un modèle économique développé par Statistique Canada prédisait que la perte de 19 200 emplois dans la fonction publique va envoyer au chômage jusqu'à 40 000 cuisiniers, coiffeuses, chauffeurs de taxi, agentes de voyage, vendeurs au détail, infirmières, bref des dizaines de milliers de Canadiennes et de Canadiens de toutes les régions.

Les compressions budgétaires dans la fonction publique vont créer une onde de choc dans le secteur privé à un moment où il faut créer des emplois, pas en abolir. Voici comment chacune des régions sera affectée :

- Ontario : 26 155 emplois, dont 18 199 dans le secteur privé;
- Québec : 13 299 emplois, dont 9 314 du secteur privé;
- Ouest canadien : 7 538 pertes d'emploi, dont 4 886 dans le privé;
- Atlantique (incluant Terre-Neuve) : 6 758 emplois, dont 4 286 dans le privé;
- Colombie-Britannique : 5 869 pertes d'emploi, dont 4 009 dans le privé.

Au lendemain de la publication de ces chiffres, le ministre des Finances ridiculisait nos chiffres en disant en chambre : une étude rendue publique par «quelque chose appelé l'Association canadienne des employés professionnels». Ce «quelque chose», pour le bénéfice du ministre, représente la grande majorité des économistes de son ministère. En plus d'insulter ses propres employés, le ministre a démontré qu'il ignorait ce qui se passe dans sa propre maison.

Si l'ACEP avait été la seule à présenter de telles données, nous aurions compris le courroux du ministre. Mais depuis, le Directeur parlementaire du budget a indiqué que les compressions fédérales, ajoutées à celles annoncées par les provinces, vont provoquer la perte de 108 000 emplois au Canada en 2015.

Plus récemment, le Centre canadien des politiques alternatives publiait un rapport qui tient compte non seulement des compressions du budget 2012, mais de celles prévues dans les révisions stratégiques du gouvernement depuis 2007. Conclusion : ce sont 29 600 postes qui seront abolis au gouvernement fédéral lorsque l'exercice de compressions du budget 2012 sera complété. Le nombre d'emplois touchés dans le secteur privé va lui aussi s'en trouver affecté.

Nous désirons faire remarquer que les ministres Flaherty, Clement et Baird n'ont eu de cesse de critiquer ces études, répétant sans cesse que les mesures que

leur gouvernement met de l'avant visent à assurer la prospérité économique et à relancer la création d'emploi, sans ne donner aucun chiffre à l'appui de leur thèse. Nous rappelons également que l'analyse de l'ACEP a été réalisée à partir d'un modèle de Statistique Canada que de nombreux ministères du gouvernement fédéral et l'entreprise privée utilisent fréquemment pour prévoir les impacts sur l'emploi et le Produit intérieur brut de décisions économiques importantes.

Au-delà des chiffres

Désolé de vous avoir imposé autant de chiffres, mais les membres de l'ACEP sont justement ceux qui analysent et décortiquent ces chiffres et ils nous en auraient voulu de ne pas en parler. Mais au-delà des chiffres, il y a la réduction des services aux Canadiens qui nous inquiète. Ici encore, la rhétorique du gouvernement c'est que les compressions vont permettre de faire plus avec moins, d'utiliser davantage les technologies pour assurer un meilleur service et réduire le gaspillage. Mais sans s'appuyer sur aucun exemple, aucunes données.

Mais depuis le dépôt du budget nous avons appris, entre autres :

- La fermeture du Conseil national sur le bien-être. Un organisme important qui conseillait le gouvernement sur sa stratégie contre la pauvreté. La visite récente du rapporteur spécial des Nations unies sur l'alimentation nous a rappelé que la pauvreté n'est pas éradiquée au Canada, quoiqu'en pense le ministre Kenney;
- La mise au rancart de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Un organisme créé par les Conservateurs qui visait à conseiller le gouvernement sur des idées afin de concilier le développement économique et l'environnement. Sacrifié sur l'autel idéologique et fausement accusé par le ministre Baird d'avoir fait la promotion d'une taxe sur les émissions de carbone. Ce geste n'a pas été dénoncé seulement par des citoyens canadiens, mais par plusieurs de nos partenaires internationaux. Au même moment, le Secrétariat du changement climatique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international était aboli et ses employés mis en disponibilité;
- La fermeture annoncée des bibliothèques départementales du ministère des Ressources humaines et du développement des compétences. Un outil permettant d'analyser les tendances du marché de l'emploi qui disparaît,

rendant plus difficile la prise de décision éclairées en la matière;

- Des nouvelles règles d'admissibilité à l'assurance-emploi qui pourraient forcer les chômeurs à accepter des emplois hors du champ de leurs compétences ou hors de leur région. Couplée à la décision d'autoriser des employeurs à payer certains travailleurs étrangers jusqu'à 15% de moins que le salaire minimum, ces décisions font craindre une pression à la baisse sur les salaires de tous les Canadiens;
- Des changements aux règles entourant l'abattage des animaux hors des abattoirs, confiant aux vétérinaires du secteur privé des responsabilités pour lesquelles ils n'ont pas été formés. Les compressions entraînant également des réductions de personnel chargé de l'inspection des aliments, la sécurité de nos aliments nous semble menacée, de même que l'accès des producteurs canadiens à de lucratifs marchés internationaux. En effet, avec ces compressions, le nombre d'employés sur le terrain sera inférieur à celui qui prévalait avant la crise de la listériose chez les aliments Maple Leaf en 2008, qui a causé la mort de 23 Canadiens;
- Alors que l'Organisation de l'aviation civile internationale prévoit que le trafic aérien en Amérique du Nord va croître de 4% par année d'ici 2025 pour atteindre le double de son volume actuel, le budget prévoit une réduction du nombre d'inspecteurs en sécurité aérienne et des ressources dont ils ont besoin pour faire leur travail. Le rapport annuel 2012 du Vérificateur général du Canada disait clairement que Transport Canada continuait à rater ses cibles concernant l'inspection des transporteurs aériens, « alors que seules les deux-tiers des inspections planifiées avaient été réalisées. »
- Le Ministère de la défense nationale fermera la Section de la santé des militaires en déploiement qui assure le suivi en matière de santé mentale et de prévention du suicide chez les membres des forces armées. Comme à chaque fois, le gouvernement nous dit que d'autres vont assurer ce travail, mais ces autres, dans ce cas-ci Statistique Canada, sont aussi victimes de réduction de personnel et de ressources;
- Pas moins de 95 avocats travaillant pour le Portefeuille des affaires autochtones, la Direction des services législatifs, le Secteur de la gestion, et le Portefeuille du droit des affaires et du droit réglementaire sont des employés touchés en vertu de la DRE. Présentés comme une façon d'assurer « des gains d'efficacité » ces compressions ont été décrites par

l'Association des juristes de justice comme une suppression de services essentiels fournis par des professionnels capables de s'occuper de litiges complexes permettant au gouvernement d'économiser des milliards de dollars;

- Les compressions budgétaires touchent également les services de recherche et de sauvetage de la Garde côtière du Canada. Ces coupes de personnel ont été annoncées une semaine après que l'on ait appris que des plaisanciers au large de Terre-Neuve ont dû contacter un centre d'appel médical situé à Rome, parce que le centre de sauvetage de Saint-Jean a été fermé et ses tâches transférés à ce centre privé basé en Italie.

Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, nous allons entendre d'autres histoires de compressions qui vont provoquer la réduction des services offerts aux Canadiens. Car s'il est une chose qui ressort de cet exercice, c'est la désorganisation dans plusieurs ministères et agences, qui n'arrivent même pas à dire quels services seront touchés ou quels programmes seront touchés ou abolis. Nous avons l'impression que l'exercice de compression a été concocté sur des bases idéologiques, sans que ne soient mesurés au préalable les véritables impacts sur la population canadienne et que les consultations sont tenues à l'extérieur du gouvernement uniquement lorsqu'elles servent à justifier une décision déjà prise.

Une chose est certaine, c'est qu'après cette ronde de compression, le gouvernement ne pourra plus compter sur autant d'expertise à sa disposition pour pouvoir prendre des décisions éclairées. À titre d'exemple, prenons la politique environnementale du gouvernement. Le gouvernement n'a pas caché que l'industrie pétrolière a été consultée avant qu'il ne rédige sa politique. Si on peut comprendre que le gouvernement veuille savoir ce que pense le lobby du pétrole avant de rédiger sa politique environnementale, il a besoin d'analystes pour examiner les positions de l'industrie pétrolière afin de savoir lesquelles sont appuyées par des faits et lesquelles ne servent qu'à protéger ses propres intérêts. Sans cette expertise on ne pourra pas déterminer quelles avenues sont les plus avantageuses pour la population. Sans expertise, des décisions nécessaires ne seront pas appuyées sur des faits, mais sur des impressions, et ce changement est dangereux pour notre société.

En plus, il semble se dessiner une très forte tendance : l'employeur élimine les emplois de professionnels, de travailleurs du savoir. En effet, à quoi bon avoir des gens pour nous conseiller si, de toute façon, les décisions seront prises sans tenir compte des avis impartiaux donnés par les professionnels. Qu'il y ait une

perte de compétences importe peu. Qu'il y ait une perte de connaissances institutionnelles ne compte pas. Que l'on doive éventuellement reconstruire ce qui a été détruit n'est pas une considération. De plus, pour les professionnels qui vont rester en poste, les compressions dans les ressources administratives et informatiques, couplées avec les réductions de leurs budgets de fonctionnement – incluant les voyages, la formation et les dépenses afférentes – vont faire en sorte qu'ils ne pourront faire leur travail efficacement.

Autre secteur qui sera affaibli par ces compressions, les dépenses de programmes. Les analystes de la fonction publique vérifient ces dépenses, fournissent des options aux décideurs et analysent les coûts et les bénéfices des différents programmes. En affaiblissant sa capacité d'analyse des programmes de la fonction publique, le gouvernement s'expose à prendre des décisions qui lui feront perdre de l'argent.

Un déficit créé de toutes pièces

S'il est un aspect que ces compressions font ressortir, c'est que le déficit actuel sur lequel s'appuie le gouvernement pour répéter que les réductions de dépenses sont indispensables a été créé de toutes pièces par ce gouvernement. En effet, alors que l'économie mondiale amorçait une récession et que, pour plusieurs économistes, l'augmentation des dépenses publiques est vue comme un moyen de contrer une récession, le gouvernement canadien s'est privé de milliards de dollars de revenus. Ainsi, en abaissant d'abord à 6 % et ensuite à 5 % le taux de la taxe sur les produits et services (TPS), le gouvernement a perdu des recettes fiscales annuelles évaluées à 13,4 \$ milliards.

Alors que les entreprises canadiennes n'ont jamais eu des bilans aussi reluisants, plusieurs ayant accumulé des réserves financières importantes, le taux de taxation les touchant a été réduit d'un autre point de pourcentage le 1er janvier dernier, une autre perte de revenus de 1,5 \$ milliard pour le gouvernement. Cette baisse du taux de taxation a été offerte aux entreprises dans l'attente qu'elles utiliseraient ces économies d'impôt afin de créer des emplois. Toutefois, une étude publiée en janvier par le Congrès du Travail du Canada a démontré que ces sommes d'argent s'empilent plutôt dans les coffres de ces entreprises.

On nous présente les réductions budgétaires comme une fatalité afin de réduire le déficit, alors que c'est le résultat de mauvaises décisions budgétaires. Ottawa choisit de construire des prisons alors que le taux de criminalité ne cesse de baisser. Plusieurs milliards seront consacrés à l'achat d'avions et de navires de guerre. Le secteur pétrolier continue de recevoir des milliards en subventions et

le gouvernement réduit les impôts des entreprises qui sont parmi les moins taxées du G-8. Le budget 2012 est une autre pierre à l'édifice du gouvernement actuel pour réduire les services, faisant porter sur les épaules des contribuables canadiens le poids de la lutte au déficit. Les conséquences vont aller en s'accroissant et de nombreux Canadiens vont constater que les services qu'ils tenaient pour acquis ont été sacrifiés au nom de la lutte à un déficit qui aurait pu être évité.

Conséquences régionales des compressions

Si les compressions risquent de miner la capacité de la fonction publique de soutenir l'action du gouvernement en lui assurant une fonction publique indépendante et professionnelle, elles vont également brider la croissance économique, particulièrement dans les régions.

Nous vous rappelons les données régionales de notre analyse du modèle de Statistique Canada de l'impact des compressions dans la fonction publique sur l'économie canadienne :

- Ontario : 18 199 pertes d'emploi dans le secteur privé;
- Québec : 9 314 du secteur privé;
- Ouest canadien : 4 886 dans le privé;
- Atlantique (incluant Terre-Neuve) : 4 286 dans le privé;
- Colombie-Britannique : 4 009 dans le privé.

Si on examine plus en détail les pertes d'emploi prévues dans les provinces de la région des Prairies et de la région Atlantique, tant dans le public que dans le privé, on constate que certaines communautés seront lourdement touchées. Ainsi le modèle prévoit ces pertes d'emploi pour les provinces suivantes :

- Terre-Neuve et Labrador : 875 emplois, dont 518 dans le secteur privé;
- Île du-Prince-Édouard : 499 emplois, dont 315 du secteur privé;
- Nouvelle-Écosse : 3 469 pertes d'emploi, dont 2 284 dans le privé;
- Nouveau-Brunswick : 1 915 emplois, dont 1 169 dans le privé;
- Manitoba : 2 281 pertes d'emploi, dont 1 457 dans le privé;
- Saskatchewan : 1 210 pertes d'emploi, dont 753 dans le privé.
- Alberta : 4 048 pertes d'emploi, dont 2 675 dans le privé.

Si certains disent que ces nombres ne sont pas élevés, qu'ils se rendent à Charlottetown, Red Deer, Brandon, à Saint-Jean ou Moncton et qu'ils le disent à la population et aux gens d'affaires. Ils constateront leur réaction.

Voici un exemple de l'impact des compressions dans une petite communauté.

Sur l'Île du Prince-Edward, le gouvernement fédéral emploie 5,3% des travailleurs de la province. Le fédéral emploie plus de personnes que n'importe quelle compagnie ou institution de la province. Le salaire médian de la moyenne des employés du gouvernement est très au-dessus de celui des travailleurs de l'Île. Des estimations utilisant le modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada démontrent que les compressions annoncées dans le budget 2012 pourraient éliminer jusqu'à 184 emplois fédéraux dans la province. Compte tenu de la nature de ces emplois (niveau de compétence et niveau salarial élevés) l'effet sur l'emploi sera encore plus important – pouvant toucher jusqu'à 315 autres emplois alors que les compressions se répercuteront sur les entreprises locales. La province pourrait perdre plusieurs millions de dollars d'activité économique.

À l'ACEP, les trois-quarts des membres travaillent dans la région de la capitale nationale et, nous croyons que les compressions affectent ces membres dans la même proportion au plan régional. Toutefois, d'autres organisations syndicales font état d'un nombre élevé d'avis reçus par leurs membres dans les régions du Canada.

Pour l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, en date du 3 mai, ce sont 20% des membres travaillant en région qui ont reçu un avis dans le cadre des compressions budgétaires : 204 en Atlantique, 317 dans les Prairies et 117 en Colombie-Britannique sur 2 949 lettres reçues.

De plus, le 18 mai dernier l'Alliance de la Fonction publique du Canada indiquait que 13 000 de ses membres avaient reçu des avis que leur poste était touché à la suite du budget 2012. De ce nombre, notons 898 en Colombie-Britannique, 1 689 dans les Prairies, 117 dans le Nord, 1 326 en Atlantique. Si on additionne ces avis pour toutes les régions hors du Québec, de l'Ontario et de la Région de la capitale nationale, c'est 31% des membres de l'AFPC qui ont reçu de tels avis.

À la fin du processus, lorsque le nombre de postes coupés aura été compilé, on verra que des régions auront été lourdement touchées et que leur capacité de participer à la relance économique fortement handicapée.

PENSIONS

Contexte

Nous souhaitons apporter les observations suivantes sur les deux changements proposés au Régime de pension de retraite de la fonction publique (RPRFP) dans le budget national du printemps de 2012.

Le premier changement vise le partage des coûts du RPRFP et aura pour effet de hausser la part de nos membres. Celle-ci passera de 40 % à 50 % et s'accompagnera d'une réduction correspondante de la part de l'employeur. Le second changement est celui qui fait passer l'âge normal de la retraite de 60 ans à 65 pour les recrues d'après 2012.

Le Conseil du Trésor propose que le changement concernant le partage des coûts entre en vigueur en 2013 et s'applique progressivement sur deux, trois ou cinq années.

Nous avons comme position que le partage des coûts ne devrait pas entrer en vigueur avant 2014, par opposition à 2013 comme le propose le Conseil du Trésor, afin d'éviter que nos membres soient frappés par deux hausses en 2013. En effet, l'augmentation du taux de partage, qui est passé à 40/60 en 2006, vient à échéance en 2013. De plus, nous croyons que le taux de cotisation de nos membres devrait augmenter progressivement sur cinq ans, afin qu'ils ne soient pas assujettis à un fardeau financier excessif.

Pour ce qui est de l'âge normal de la retraite, nous avons comme position que cette mesure aura pour effet de créer deux classes de membres.

D'une formule de partage des coûts du RPRFP de 40/60 à une formule de 50/50

Ce changement entraînera pour l'employeur des économies sur les coûts du RPRFP qui atteindront progressivement deux pour cent environ de la masse salariale. Nous devons mettre en évidence que la hausse des cotisations supportée par nos membres ne règlera nullement les futurs problèmes de solvabilité du RPRFP. En fait, ce changement sert exclusivement à transférer une partie (10 %) du coût du RPRFP de l'employeur aux membres.

De plus, il convient de déterminer aussitôt que possible la façon dont sera géré le surplus qui résultera de la nouvelle formule de partage des coûts du RPRFP en parties égales et de mettre cette méthode en vigueur en même temps que les changements mentionnés ci-dessus. Les agents négociateurs de la fonction publique ne toléreront pas un autre raid du gouvernement sur le surplus, comme cela s'est produit il y a une décennie.

Selon le RPRFP, les surplus doivent être amortis sur une période de 15 ans. Idéalement donc, tout nouveau surplus devrait entraîner une réduction des taux de cotisation de nos membres et de l'employeur sur 15 ans. Parallèlement, un déficit devrait se régler par une augmentation des taux de cotisation des

membres et de l'employeur.

De plus, nous pensons qu'en toute circonstance, il convient d'éviter absolument les suspensions de cotisations parce qu'elles engendreraient des inégalités intergénérationnelles.

Passage de l'âge normal de la retraite de 60 ans à 65 pour les personnes embauchées après 2012

Les économies pour l'employeur qui résulteront du passage de l'âge normal de la retraite de 60 ans à 65, dans le cas des recrues d'après 2012, seront minimales au départ, mais augmenteront graduellement sur une trentaine d'années pour atteindre environ cinq pour cent de la masse salariale.

Ce changement où l'âge ouvrant droit à pension passerait à 65 ans dans le cas des recrues d'après 2012 créerait une situation à deux paliers, à savoir, les nouvelles recrues seraient d'une certaine façon des citoyens de seconde classe par comparaison avec nos membres actuels.

Le budget 2012 ne mentionne pas la disposition de retraite anticipée (plus connue sous l'expression la « règle des 55 ans d'âge et 30 ans de service ») en ce qui concerne les recrues d'après 2012. La question doit être éclaircie et ne peut être reportée un seul instant. Pour nous assurer d'un traitement aussi juste et équitable que possible des recrues d'après 2012, nous proposons le statu quo pour les membres actuels et la mise en œuvre d'une « règle des 90 », à savoir l'âge et le nombre d'années de service totalisant au moins 90 à tout le moins la « règle des 60 ans d'âge et des 30 ans de service ».

Recommandations

1. Que les agents négociateurs participent à l'examen des modifications pertinentes à apporter sous peu à la RPRFP.
2. Que le changement du partage des coûts :
 - a. Débute en 2014, sinon pas avant que la hausse actuelle des cotisations ne soit terminée;
 - b. Soit mis en œuvre progressivement sur une période d'au moins cinq années.
3. Que, de manière appropriée et le plus rapidement possible, soit discutée et adoptée la méthode qui sera utilisée pour gérer les nouveaux surplus du RPRFP en vertu de la nouvelle formule de partage des coûts en

parties égales.

4. Qu'une « règle des 90 » s'applique aux recrues d'après 2012.
5. Que soit considérée la possibilité, en contrepartie des mesures draconiennes imposées par le gouvernement au RPRFP, d'apporter les améliorations suivantes :
 - a. Accroître la prestation du Régime des prestations supplémentaires de décès (PSD);
 - b. Permettre le fractionnement des prestations de retraite d'une convention de retraite (CR) en les inscrivant parmi les dispositions du RPRFP;
 - c. Accroître de deux années jusqu'à l'âge de 65 la durée du congé non payé octroyé aux membres qui reçoivent des prestations mensuelles d'invalidité, leur permettant ainsi d'accumuler des crédits au RPRFP tout au long de la période d'invalidité.

REMERCIEMENTS

Nous désirons remercier les membres du Comité des finances de nous avoir reçu et d'avoir écouté nos observations et recommandations. Si vous avez des questions ou désirez des éclaircissements, nous sommes prêts à répondre à vos questions.

RÉFÉRENCES

Sites web des syndicats de la coalition :

- Association canadienne des agents financiers : <http://www.acfo-acaf.com/>
- Association canadienne des employés professionnels : <http://www.acep-cape.ca>
- Association des juristes de justice : <http://ajc-ajj.net/>
- Association des pilotes fédéraux du Canada : <http://www.cfpa-apfc.ca>
- Association professionnelle des agents du Service extérieur : <http://pafso.com/>
- Institut professionnel de la fonction publique du Canada : <http://www.pipsc.ca>
- Professionnels au service des Canadiens : www.securitegenre.ca

Références

- Les compressions de 5,2\$ milliards du gouvernement fédéral vont provoquer des pertes de 40 000 emplois dans le secteur privé. 3 avril 2012 : http://acep-cape.ca/pdfs/General/files/PR_CP_jobs_losses_perte_emplois_3_4_12_f.pdf
- Perspectives économiques et financières selon le DPB. 24 avril 2012 : http://www.parl.gc.ca/pbo-dpb/documents/EFO_April_2012_FR.pdf
- Clearing Away the Fog. Government Estimates of Job Losses. CCPA. 17 mai 2012. <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/clearing-away-fog>
- En quoi ont résulté les réductions des impôts frappant les sociétés? CTC. 25 janvier 2012. <http://www.congresdutravail.ca/salle-des-nouvelles/publications/en-quoi-ont-r-sult-les-r-ductions-des-imp-ts-frappant-les-soci-t-s>